DATE DE CONVOCATION	PROCES-VERBAL SEANCE DU 22 JUIN 2023
16/06/2023	L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux juin à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique sous la présidence de Stéphane DUCROTOY, Maire. Mme CERNEY Patricia est nommée secrétaire de séance
NOMBRE DE CONSEILLERS En exercice : 17 Présents : 13 Absents : 4 dont pouvoirs : 3 Votants : 16	<u>Étaient présents :</u> Stéphane DUCROTOY, Patricia CERNEY, François ZARADNY, Aurore ALEXANDRE, Edouard DOMINIAK, Gérard LEFEBVRE, Claude GROSSEL, Nathalie JOSSE, Bertrand WIEL, Eric PRUVOT, Mathilde DUCROTOY, Hélène GIRARD, Loïc DUBOIS. Formant majorité des membres en exercice. <u>Étaient absents :</u> Jacques PAUCHET (Pouvoir à Eric PRUVOT), Brigitte SEGUIN (Pouvoir à S. DUCROTOY), Sébastien VAUTHEROT, Stéphanie PETIT-ROUVILLAIN (Pouvoir à ALEXANDRE A.).

Monsieur le Maire demande à l'assemblée l'autorisation d'ajouter deux délibérations à l'ordre du jour :

- Achat bien situé 28 rue Alfred Thuillier
- Nomination membre élu au CCAS.

L'assemblée donne son accord à l'unanimité.

Monsieur le Maire explique que les représentants du SDIS présenteront le rapport d'analyses des offres pour le point sur l'attribution des marchés pour le Centre de Secours en premier dans l'ordre du jour.

Approbation du procès-verbal du 25 mai 2023

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

DELIBERATION N° 2023-027 : ATTRIBUTION DES MARCHES DE MAITRISE D'ŒUVRE, DE CONTROLE TECHNIQUE, DE COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION SANTE, ETUDES GEOLOGIQUES, DIAGNOSTICS AVANT TRAVAUX POUR L'EXTENSION ET LA REHABILITATION DU CENTRE DE SECOURS

Monsieur le Maire laisse les membres du SDIS présenter le rapport d'analyses des offres reçues pour les marchés de maîtrise d'œuvre, de contrôle technique, de coordonnateur sécurité protection santé, études géologiques, diagnostics avant travaux pour l'extension et la réhabilitation du centre de secours. Il est rappelé que le SDIS assure la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour cette opération.

Monsieur Corroy du SDIS indique qu'à ce jour le montant des travaux a été estimé à 537 000 € HT, le coût global de l'opération serait de 852 000 € TTC. Il précise que le délai conception et administratif est d'environ 9 mois, les travaux devraient commencer en juin 2024.

Cette opération bénéficie déjà d'une subvention au titre de la DETR d'un montant de 150 000 €. Une demande complémentaire est en cours pour un montant de 78 000 €.

Monsieur Corroy précise que le SDIS et le Conseil Départemental participent à hauteur de 35 % chacun au financement du projet.

L'approbation du personnel du SDIS sera sollicité à la phase APS du projet. Il est rappelé qu'il faudra trouver un local pour accueillir le centre de secours durant les travaux.

Au vu du rapport, il est proposé d'attribuer les marchés comme suit :

- Maîtrise d'œuvre : COUROUBLE pour un montant de 46 800 € HT,
- Contrôle technique : DEKRA pour un montant de 4 800 € HT,
- Coordonnateur sécurité santé : QUALICONSULT pour un montant de 3 360 € HT
- Etudes géologiques : GEOCADRE pour un montant de 6 200 € HT
- Diagnostics avant travaux : APAVE pour un montant de 1 490 € HT.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, approuve l'attribution des marchés telle que présentée.

DELIBERATION N° 2023-028 : CONTRATS D'ENGAGEMENT EDUCATIF

Monsieur le Maire propose de recruter les animateurs pour le centre de loisirs en contrat d'engagement éducatif. Il explique que le contrat d'engagement éducatif est un contrat de travail de droit privé, spécifique destiné aux animateurs et aux directeurs des accueils collectifs de mineurs. Il fait l'objet de mesures dérogatoires au droit du travail en ce qui concerne le temps de travail, le repos du salarié et la rémunération.

Il est proposé de rémunérer les agents en CEE comme suit :

Bafa complet : 65 €/jour

Bafa base : 55 €/jour

Non-diplômé : 50 €/jour

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à recruter des animateurs en contrat d'engagement éducatif pour le centre de loisirs selon la rémunération fixée ci-dessus.

DELIBERATION 2023-029 : CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE DE SERVICES AUX FAMILLES 2023-2027

Madame CERNEY présente la convention territoriale globale de services aux familles 2023-2027 entre la CCNS, la CAF et les communes qui a pour objectif de définir le projet stratégique global du territoire ainsi que ses modalités de mise en œuvre.

Elle vise également à partager entre les signataires les données du territoire et de travailler conjointement à apporter les réponses nécessaires aux besoins dudit territoire en :

- Identifiant les besoins prioritaires sur la communauté de communes,
- Définissant les champs d'intervention à privilégier au regard de l'écart offre/besoin
- Optimisant l'offre existante et/ou développer une offre nouvelle afin de favoriser un continuum d'interventions sur les territoires.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Approuve la Convention Globale Territoriale de services aux familles 2023-2027,
- Autorise Monsieur le Maire à signer ladite convention.

DELIBERATION N° 2023-030 : APPLICATION DE LA FONGIBILITE DES CREDITS

Le référentiel budgétaire et comptable M57 introduit dans ses dispositions la possibilité pour le conseil municipal de déléguer au Maire la faculté de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. Cette fongibilité des crédits est autorisée dans la limite maximale de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section. Le Maire rend compte de ces mouvements de crédits auprès de l'assemblée délibérante lors de sa plus proche séance.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, autorise Monsieur le Maire à procéder à des mouvements de crédits dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles.

DELIBERATION N° 2023-031 : TARIFS DE VENTE – CENTRE D'INTERPRETATION

Monsieur le Maire expose qu'il convient de fixer de nouveaux tarifs au Centre d'Interprétation. Il propose :

- canette de soda : 1,5 €
- Chips : 0,50 €
- Eau : 1 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve les tarifs proposés.

DELIBERATION N° 2023-032 : MODIFICATION DE LA REGIE DU CENTRE D'INTERPRETATION

A la demande du percepteur, Monsieur le Maire propose de porter le montant de l'encaisse de la régie du Centre d'Interprétation à 5 000 € et de passer les versements au trimestre.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve ces modifications.

DELIBERATION N° 2023-033 : ACHAT BIEN SITUE AU 28 ALFRED THUILLIER

Monsieur le Maire explique avoir avancé sur le projet d'achat du 28 rue Alfred Thuillier.

Les 2 propriétaires ont donné leur accord pour un montant de 10 000 €.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide d'acquérir le bien du 28 rue Alfred Thuillier pour la somme de 10 000 €.

DELIBERATION N° 2023-034 : NOMINATION D'UN MEMBRE ELUS AU CCAS

Monsieur le Maire explique que suite à la démission de Mme Merlin, il faut procéder à la nomination d'un nouveau membre élu au CCAS.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal nomme Mme Patricia CERNEY.

Divers

Monsieur le Maire indique que l'après-midi récréative du CCAS s'est bien passée et il y a eu des retours positifs des parents qui ont apprécié.

Monsieur le Maire informe des points suivants :

- Les travaux de la chapelle avancent : placo, faux-plafond, électricité, chauffage, pour les sanitaires nous attendons le devis pour les toilettes.
- Recrutement en cours pour un agent polyvalent du bâtiment,
- Recrutement d'un agent au Centre d'interprétation
- Route départementale : l'enrobé menaçant de se décoller avec la chaleur, des gravillons ont été étalés ce qui a provoqué une fumée intense.
- Rue de Follemprise : en mauvais état, il faudra envoyer une demande au département afin qu'elle soit faite en 2025.
- Fermeture des Ets Géron au 30 juin 2023
- Terrain au parc : Rendez-vous pris avec un aménageur pour projet à définir Ages et Vie, médiathèque, parc locatif

M. LEFEBVRE Gérard informe qu'il y a des rats dans le cimetière et que l'élagage a été demandé pour les parcelles en limite de propriété

M. PRUVOT fait le compte-rendu suite à la réunion avec la Gendarmerie.